

**Réponse d'Omer Telecom à la consultation publique portant sur les modalités d'attribution des bandes de fréquences 800MHz et 2,6GHz**

**27 juillet au 13 septembre 2010**

1. *Avez-vous des commentaires sur la contribution de la 4G au développement du haut et du très haut débit mobile, et notamment sur les performances qu'il est permis d'attendre ?*

La 4G doit trouver un positionnement différenciant à la fois au travers :  
du débit offert aux consommateurs largement supérieur à la 3G,  
des terminaux et applications adaptés aux débits,  
des modèles économiques

Les débits de la 3G prévus initialement et la réalité des débits sur le terrain étaient très différents. Ces derniers pouvaient être jusqu'à 10 fois inférieurs à la cible.

Ceci par la suite a été corrigé avec l'arrivée des apports de la 3G+.

Par ailleurs les conditions d'enclenchement des usages Data 3G sont venues tardivement à partir de 2008 via l'émergence de terminaux (clef USB, PC 3G, iPhone, ...) et l'ouverture à un modèle économique attractif tel que « l'illimité »  
Fort de ces différents constats, Omer Telecom estime que les débits envisagés ont toujours été surestimés à la fois à cause :

- des zones de contention des architectures
- du réseau et des chaînes applicatives
- de la capacité des terminaux

Il est donc probablement plus pertinent d'intégrer d'emblée que les débits réels seront significativement inférieurs aux débits prévisionnels dans un premier temps tout du moins.

2. *Avez-vous des commentaires sur les obligations de déploiement au niveau métropolitain et départemental envisageables compte tenu des objectifs d'aménagement numérique du territoire de la procédure d'attribution des fréquences à 800 MHz, et sur les taux de couverture à retenir ? Pouvez-vous quantifier l'impact des différentes obligations proposées sur la valorisation du spectre ? Est-ce que la caractérisation de la couverture par un service d'accès mobile à très haut débit d'au moins 60 Mbit/s vous paraît appropriée ?*

Omer Telecom estime que les obligations de couverture et le calendrier de déploiement sur la bande 800 MHz restent très ambitieuses voire irréalistes pour un nouvel entrant.

Ces dispositions interdisent quasiment l'arrivée d'un nouvel entrant et partent du postulat que les 4 opérateurs existants vont se positionner sur ce créneau.

Cette position sur la bande 800 MHz ainsi que la possibilité de réintégration prochaine de la bande historique 900 MHz des opérateurs historiques dans la 4G pose une réelle question sur l'animation concurrentielle sur le territoire. Dans des conditions, Omer Telecom estime nécessaire de s'assurer du bon respect des règles de la concurrence et des principes d'équité entre les différents acteurs pour les bénéfices des consommateurs. Nous appuyons donc sur la nécessité d'obligation d'itinérance sur la bande 800 MHz afin de ne pas éliminer définitivement de potentiels nouveaux entrants.

Par ailleurs, un assouplissement des conditions d'aménagement numérique du territoire et du taux de couverture souhaité devrait permettre une plus grande valorisation de la bande à l'image des enchères effectuées en Allemagne par les 3 opérateurs retenus sur la bande 800 MHz.

Omer Telecom est d'accord pour que la 4G puisse proposer au travers de sa couverture des débits élevés permettant de se différencier de ceux de la 3G+. Pour cela le débit crête de 60 Mb/s imposant des bandes de 10 MHz est nécessaire car le débit moyen sera bien inférieur.

3. *Avez-vous des commentaires sur la définition de la zone prioritaire et sur l'échéancier spécifique qui pourrait être imposé dans cette zone ?*

Les zones prioritaires de déploiement correspondent à près de 75% du territoire pour environ 25% de la population.

La politique proposée de couverture des zones rurales prioritaires pour la 4G est jugée excessive par Omer Telecom et met en difficultés les principes de valorisation du spectre, l'ouverture concurrentielle et viabilité économique de la licence 4G.

Les objectifs fixés peuvent en effet entraîner une sous valorisation de la bande 800 MHz.

4. *Quelles obligations de mutualisation de réseau à 800 MHz vous paraissent nécessaires pour remplir des objectifs ambitieux de couverture du territoire ? Avez-vous des commentaires sur la nature et le périmètre géographique qui pourraient être envisagés pour de telles obligations ?*

Conformément aux propositions décrites dans la consultation, et compte tenu des retours d'expérience sur le déploiement des réseaux 2G et 3G, **Omer Télécom considère que la mutualisation du réseau est indispensable pour répondre aux objectifs ambitieux de couverture du territoire en Haut Débit Mobile.**

La répartition des sites pour un déploiement de réseau à 800 MHz est très proche de celle utilisée pour un réseau à 900 MHz. Dès lors, tout opérateur ayant déjà déployé un tel réseau dans le cadre d'attribution de licences précédentes, possède un avantage concurrentiel excessif par rapport à un éventuel nouvel entrant. Il est de la responsabilité de l'ARCEP, de réguler en faveur d'un environnement de libre concurrence.

Ainsi, les mesures décidées dans le cadre de l'accord de partage des infrastructures 3G doivent être reconduites, voire renforcées, dans le cadre de la 4G.

Par ailleurs, compte tenu de l'existence actuelle, ou à venir pour certaines parties du territoire, d'une couverture voix (2G, 3G) et d'une couverture haut débit, l'espace économique restant pour des services encore à définir de la 4G est encore incertain. **Une économie d'infrastructure, par une mutualisation la plus étendue possible, est donc nécessaire pour favoriser le déploiement de la couverture 4G par les opérateurs.**

Trois niveaux de mutualisation du réseau sont dès lors envisageables :

- la mutualisation des équipements passifs (pylônes),
- la mutualisation des équipements radio (RAN sharing ou itinérance),
- la mutualisation des fréquences (itinérance),

Dans un souci d'équilibre entre la qualité de service proposée aux abonnés et la mutualisation des coûts d'infrastructure, la mutualisation des fréquences et l'itinérance sur les zones 800MHz est la seule viable pour répondre aux critères suivants :

- optimisation de la couverture : un seul déploiement est dès lors nécessaire pour couvrir l'ensemble de la population. A contrario, dans le contexte actuel, un déploiement non mutualisé ne permet de couvrir que la partie de

la population correspondant aux parts de marché de l'opérateur en cours de déploiement,

- qualité de service maximale fournie aux abonnés : seule la mutualisation des fréquences permet d'atteindre le cap des 20 MHz correspondant au maximum de débit de la norme LTE pour une canalisation,
- minimisation des besoins en investissement,

Dans ce cadre, Omer Telecom, demande donc :

- la mise en œuvre d'un dispositif de mutualisation des fréquences entre titulaires jusqu'à obtenir une canalisation minimale de 10 MHz nécessaire à la fourniture d'un service de mobilité à très haut débit pour les usagers,
- une obligation d'itinérance vis-à-vis de tout titulaire d'une licence très haut débit mobile (bande 800MHz ou 2,6GHz) pour tout exploitant (en consortium ou titulaire en propre) d'un bloc supérieur ou égal à 10 MHz,

Omer Telecom ne désire pas limiter ces obligations à une zone géographique particulière.

5. *Faut-il prévoir ex ante une disposition accordant un droit à tout titulaire de bloc de 5 MHz de pouvoir bénéficier d'une mutualisation de fréquences avec les autres titulaires de blocs à 5 MHz pour mettre en œuvre des canalisations d'au moins 10 MHz – c'est-à-dire prévoir ex ante une obligation réciproque entre titulaires de blocs de 5 MHz de faire droit aux demandes raisonnables de mutualisation de fréquences en vue de la mise en œuvre de canalisations d'au moins 10 MHz en zone de déploiement prioritaire ? D'autres dispositions relatives à la mutualisation des fréquences vous paraissent-elles nécessaires ?*

Conformément au modèle décrit en question 4, Omer Telecom, demande la mise en œuvre d'une disposition permettant à tout titulaire d'un bloc de 5 MHz de réaliser une mutualisation des fréquences avec un autre titulaire afin d'obtenir un bloc commun de fréquences d'au moins 10 MHz.

Une canalisation de 10 MHz étant la taille minimale pour un réel service à très haut débit mobile, Omer Telecom demande la mise en œuvre d'une obligation pour tout titulaire d'un bloc de 5 MHz de réaliser une mutualisation pour mettre en œuvre une canalisation de 10 MHz.

Cette mesure de mutualisation des fréquences est indissociable de l'itinérance, en conséquence, Omer Telecom demande, pour tout titulaire (en propre ou mutualisé) d'une bande supérieure ou égale à 10 MHz, la mise en œuvre d'une obligation d'itinérance vis-à-vis de tout autre titulaire d'une licence sur une bande (800MHz ou 2,6GHz).

6. *Un pré-découpage de la bande 800 MHz en quatre blocs vous paraît-il approprié ? Dans quelle mesure une attribution de la bande 800 MHz à 4 opérateurs doit elle être privilégiée ? Quel devrait être, selon vous, le contenu d'un éventuel engagement d'ouverture de réseau en itinérance si un cumul de fréquences conduisant à moins de 4 licences est autorisé ? Quelle solution de pré-découpage vous paraît-elle préférable : 2 blocs de 10 MHz et 2 de 5 MHz, ou 1 bloc de 15 MHz et 3 blocs de 5 MHz ? Quel agencement de blocs vous paraît devoir être privilégié ?*

Compte tenu des recommandations faites aux questions 4 et 5, il nous apparaît plus pertinent de :

- ne pas présupposer du nombre de titulaires en bandes 800MHz et de laisser les postulants décider « ex ante » des modèles de mutualisation de fréquences qui pourraient être réalisés sur la base d'attribution de blocs de 5Mhz,
- ou dans une mesure simplificatrice, de n'ouvrir que deux licences 800MHz avec un engagement minimal de 10MHz pour chaque postulant,

Dans un modèle comme dans l'autre, **l'obligation d'itinérance sur la bande 800MHz** reste indispensable afin d'assurer l'accès aux services de Très Haut Débit Mobile à l'ensemble de la population couverte.

7. *Avez-vous des commentaires sur la prise en compte des enjeux concurrentiels dans la bande 2,6 GHz ?*

Les dispositions proposées dans la présente consultation n'introduisent pas de conditions favorisant l'arrivée d'un nouvel entrant sur la bande 2,6 GHz, ce qui risque de réduire la concurrence aux 4 opérateurs en place.

Omer Telecom s'interroge sur les raisons de limiter cette animation concurrentielle à 4 acteurs et de considérer que cette situation est optimale.

Cette question est d'autant plus renforcée par le fait que l'attribution de licences sur les bandes 800 et 2600 MHz constitue la dernière occasion d'introduire une concurrence élargie dans le domaine de la téléphonie mobile.

Pour que l'introduction de nouveaux acteurs ayant l'opportunité de stimuler la concurrence soit envisageable, deux conditions essentielles doivent être mises à disposition :

- la possibilité de couvrir les zones urbaines, où la demande en data, aussi bien en volume qu'en qualité de service, est très forte.

- la possibilité d'offrir une qualité de service similaire à celle mise à disposition par les opérateurs 3G existants.

**Il est donc crucial de prendre en compte les dispositions indispensables à l'arrivée de nouveaux acteurs dans la procédure d'attribution des bandes de fréquence sur la bande 2,6 GHz.**

Les procédures d'attribution de licences 4G en Allemagne, aux Pays-Bas et en Suède mettent en avant différentes alternatives répondant aux enjeux concurrentiels et permettant d'optimiser la valorisation du spectre :

- Au Pays-Bas, la prise en compte des enjeux concurrentiels a mené à l'attribution de licences 4G à 5 opérateurs dont 2 nouveaux entrants. Un « cap » de 55 MHz pour l'ensemble des opérateurs 3G existants était par ailleurs mis en place afin d'assurer la possibilité d'une réelle équité vis à vis des opérateurs entrants. Ce « cap » est indispensable pour que la qualité de service proposée aux utilisateurs par de nouveaux entrants puisse être comparable à celle fournie par les opérateurs 3G existants.
- L'attribution des licences LTE en Suède a également été l'occasion de favoriser une concurrence étendue à 5 acteurs.
- En Allemagne, le mécanisme d'attribution des licences a permis de maximiser la valorisation du spectre via des vraies enchères (224 tours) aux termes desquelles un opérateur 3G (E Plus) n'a pas obtenu une licence sur la bande 800 MHz.

Fort de ces enseignements, Omer Telecom réclame l'introduction d'une procédure favorisant l'arrivée de nouveaux entrants tout en maximisant les rentrées fiscales.

Pour cela, Omer Telecom demande :

- **La mise en place d'un mécanisme d'enchères réservant initialement une partie du spectre de la bande 2,6 GHz aux nouveaux entrants ;** cette partie pouvant être remise aux enchères lors de tours ultérieurs si les propositions financières des différents acteurs n'atteignent pas le prix de réserve.
- **L'introduction dans un premier temps d'un « cap » pour les bandes allouées aux opérateurs 3G en place, afin de donner à de nouveaux entrants les possibilités d'une réelle concurrence équitable.** L'intérêt de ce « cap » pour les opérateurs 2/3G existants est par ailleurs renforcé par la réutilisation potentielle de la bande 1800 MHz, leur fournissant déjà un avantage concurrentiel significatif. Ce point est développé de façon complémentaire dans la réponse à la onzième question de cette consultation.



8. *Dans le cas où serait mis en œuvre un critère de sélection sur les conditions d'accueil des MVNO, des adaptations par rapport au schéma utilisé pour l'attribution des fréquences résiduelles dans la bande 2,1 GHz vous paraissent-elles opportunes ? Faut-il en particulier maintenir les trois niveaux d'engagements et reconduire les mêmes pondérations pour la procédure d'attribution de bande 2,6 GHz ? Dans quelle mesure la valeur économique des fréquences pour le très haut débit mobile peut-elle avoir un impact sur ces choix ? Votre analyse diffère-t-elle selon la bande considérée ?*

Omer Telecom souhaite faire part à l'Arcep de sa déception quant aux engagements d'accueil des MVNO qui ont été pris par SFR et Orange lors de l'attribution des fréquences résiduelles au printemps dernier. Les engagements minimalistes pris à cette occasion démontrent la nécessité de modifier la structure d'incitation à des engagements ambitieux.

Ce prochain appel à candidatures est à l'évidence l'occasion ultime d'améliorer les conditions offertes aux MVNO en France, **mais surtout l'opportunité de prendre de véritables engagements en faveur du modèle Full MVNO**, qui seul permet véritablement d'animer la concurrence sur le marché de la téléphonie mobile en France.

Omer Telecom espère vivement que ces prochaines attributions permettront la mise en place de mesures en faveur d'un modèle de marché plus dynamique.

■ Généralisation des engagements pris en faveur des MVNO

En premier lieu, Omer Telecom appelle l'Arcep à la vigilance lors des prochaines attributions de fréquences 4G afin que les étapes difficiles qui ont conduit à l'émergence des MVNO en France ne soient pas rendues vaines, alors qu'un nouveau palier technologique va être franchi.

Dès lors, il est fondamental que toutes les clauses contractuelles et les conditions de développement des MVNO avec leurs opérateurs hôtes en 2G et en 3G soient étendues automatiquement à la 4G, sans aucune condition, ni nécessité de renégociation ou de signature d'un nouveau contrat avec leur MNO.

De la même manière, afin que la procédure liée aux fréquences 4G permette d'enregistrer des progrès décisifs pour l'animation de la concurrence, il semble nécessaire que soit exigé des opérateurs candidats de transposer les

engagements pris en faveur des MVNO pour la 4G aux contrats existants conclus en 2G et 3G, sans attendre le déploiement de la 4G, c'est-à-dire dès l'attribution de leurs autorisations d'usage.

Par ailleurs, au regard de la maquette d'attribution décrite dans la présente consultation qui à l'évidence est construite de façon à favoriser l'attribution des fréquences 4G aux 4 MNO, il est en l'état difficilement concevable qu'un nouvel entrant puisse raisonnablement se porter candidat pour des fréquences 4G. Il est par conséquent impératif que l'animation de la concurrence sur le marché de la téléphonie mobile soit assurée par l'activité des MVNO offrant des services 4G, et disposant d'une réelle et complète autonomie commerciale et technique.

À ce titre, il convient de préciser que cette autonomie commerciale des MVNO (de la 2G à la 4G) doit leur permettre d'accéder au marché secondaire et de ne pas limiter leur autonomie commerciale aux seuls segments de marchés de détail, comme cela pourrait se comprendre à la lecture du texte de la présente consultation. L'accès au marché secondaire devrait faire l'objet d'une précision explicite dans le cadre du prochain appel à candidatures.

■ les niveaux d'engagements en faveur des MVNO

Afin de garantir que les MVNO auront les capacités suffisantes pour animer la concurrence sur le marché de la téléphonie mobile lors du déploiement du très haut débit, il est essentiel que l'appel à candidatures pour la 4G comporte des engagements ambitieux en faveur de l'accueil des MVNO, permettant d'obtenir des avancées allant au-delà des engagements pris dans le cadre de l'attribution de la 4<sup>ème</sup> licence et des fréquences résiduelles.

À cet égard, il convient de mobiliser plusieurs paramètres, qui, le cas échéant, pourraient être combinés, pour obtenir des opérateurs candidats des engagements supplémentaires en faveur des MVNO :

- 1 – Les coefficients multiplicateurs
- 2 – Le contenu des paliers d'engagement
- 3 – Les contreparties en termes de capacités spectrales

1 – Les coefficients multiplicateurs

Les coefficients multiplicateurs ne sont, à l'évidence, pas assez incitatifs pour les opérateurs candidats. Le coût d'une « stratégie d'évitement » d'un renforcement



de la concurrence se révélant ne pas avoir été suffisamment dissuasif dans le précédent appel à candidatures.

Ainsi, avec un coefficient multiplicateur plus élevé dès le premier palier (x 2,5 ?), il serait plus difficile de s'affranchir de toute obligation nouvelle.

## 2 – Le contenu des paliers d'engagements

À l'évidence, le palier d'engagement 1 prévu au précédent appel ayant été souscrit par deux opérateurs sur trois, il semblerait nécessaire de considérer qu'il constitue une obligation devant être respectée par tout opérateur de réseau au même titre par exemple que les obligations de couverture du territoire, et que le respect de ce niveau d'engagement constitue une condition pour se porter candidat.

Ainsi, le premier niveau d'engagement prévu pour le prochain appel pourrait être constitué par le contenu précédemment inscrit au « niveau 2 » des engagements contenus dans le cadre de l'appel sur les fréquences 2,1 GHz.

Outre un niveau 0 ne correspondant à aucun engagement nouveau en faveur des MVNO, il n'y aurait donc que deux paliers d'engagements : ceux précédemment prévus aux niveaux 2 et 3, c'est-à-dire ceux qui permettent de passer le cap en direction d'un modèle « Full MVNO ».

## 3 – La contrepartie en termes de capacités spectrales

Enfin, il serait concevable que la largeur de bande faisant l'objet des appels à candidatures soit relativement contrainte (tout en étant viable), mais que l'accès à des capacités spectrales supplémentaires, par rapport à l'appel d'offre « de base », soit soumis à la souscription d'engagements en faveur d'une plus grande maîtrise du réseau par les MVNO sans renchérissement des conditions économiques d'acquisition des minutes en gros.

Le principe d'un tel mécanisme consisterait à proposer un certain niveau de capacité pour un prix de base élevé avec des engagements potentiels donnant lieu à la détermination de coefficients multiplicateurs conséquents, mais avec une faculté d'accéder à des capacités spectrales supplémentaires, sous réserve de la prise d'engagements complémentaires.

Ainsi, l'obtention d'une capacité spectrale de 10 Mhz dans la bande des 800 Mhz serait attribuée aux opérateurs ayant pris les engagements les plus forts envers les MVNO.

Une telle architecture d'appel d'offre pourrait faire l'objet d'une détermination fine des contenus des engagements potentiels en faveur d'une capacité concurrentielle accrue pour les MVNO.

9. *Avez-vous des commentaires sur les enjeux de valorisation dans les bandes 800 MHz et 2,6 GHz ? Quel éclairage pouvez-vous apporter sur l'impact sur la valorisation du spectre des principales dispositions mentionnées dans la présente consultation pour prendre en compte les enjeux d'aménagement du territoire et d'équilibre concurrentiel dans l'accès au spectre ?*

La valorisation du spectre est un principe de base qui doit être reconduit mais adapté au contexte.

Les retours internationaux d'attribution de licences 4G (Finlandais, Hollandais, Allemands, ...) font apparaître de larges disparités. Par ailleurs les enseignements nationaux tirés des licences 2G et 3G doivent être pris en compte.

**Omer Telecom tient essentiellement à insister sur l'absence de valeur d'un bloc de fréquence sur la bande 2,6 GHz pour un nouvel entrant dans le cas où aucune obligation d'itinérance n'est imposée sur la bande 800 MHz.**

10. *Dans quelle mesure les dispositions présentées vous paraissent-elles correspondre à un équilibre approprié entre les objectifs d'aménagement du territoire, de concurrence sur le marché mobile et de valorisation du spectre ?*

Omer Telecom estime que ces dispositions introduisent un biais dans la mesure où elles ne favorisent pas une libre concurrence en ne proposant aucun mécanisme d'attribution adapté à de nouveaux entrants et en risquant ainsi de favoriser un cloisonnement durable du marché de la téléphonie mobile à 4 acteurs.

**Omer Telecom réclame pour les raisons détaillées précédemment :**

- **La mise en place de dispositions assurant l'itinérance sur la bande 800 MHz sur l'ensemble du territoire.**
- **Un mécanisme d'enchères à plusieurs tours sur la bande 2,6 GHz, avec un lot initialement dédié à de nouveaux entrants, ce qui permettra**

**d'intensifier la concurrence sur le marché mobile et d'optimiser la valorisation du spectre.**

11. *L'approche sur la neutralité technologique et de service dans les différentes bandes présentée ci-dessus et, en particulier, le traitement de la réutilisation de la bande 1800 MHz par d'autres systèmes que ceux de deuxième génération vous paraît-elle pertinente ? Une adaptation du montant des redevances prévu par le décret 2007-1532 modifié vous paraît-elle souhaitable ?*

Le LTE permettant une optimisation de l'utilisation des ressources radio, le trafic des opérateurs existants va progressivement migrer des réseaux 2 et 3G vers les réseaux 4G. Il est donc attendu que les capacités de ces opérateurs sur les bandes 900, 1800 et 2100 MHz deviennent surdimensionnées par rapport à leurs besoins, ce qui réduirait globalement l'efficacité d'utilisation du spectre et serait nuisible pour l'ensemble des acteurs et des consommateurs.

Autoriser l'utilisation de ces fréquences par des systèmes de 4<sup>ème</sup> génération semble donc constituer une solution nécessaire à la bonne utilisation du spectre.

Cette autorisation ne sera cependant bénéfique qu'aux opérateurs 2 et 3G en place, ce qui leur fournira un avantage concurrentiel significatif par rapport à de nouveaux entrants sur la 4G.

De plus, l'ouverture ultérieure de ces blocs de fréquences à un marché secondaire, dans le cas où celle-ci serait autorisée, favorisera également les opérateurs en place dans la mesure où il est peu probable que ces bandes de fréquences soient alors libérées au profit d'un nouvel entrant.

Ce point est développé de façon plus complète par Omer Telecom dans la réponse à la treizième question de la présente consultation.

Autoriser et anticiper la réutilisation des bandes de fréquences 2 et 3G apparaît donc comme une solution nécessaire introduisant toutefois un déséquilibre concurrentiel extrêmement important au détriment de nouveaux entrants potentiels sur la 4G.

Sans dispositions de cap pour les opérateurs 3G existants et d'allocation dédiée pour de nouveaux entrants lors de la procédure d'attribution sur la bande 2,6 GHz, la réutilisation des bandes 1,8 et 2,1 GHz va empêcher un nouvel acteur de se positionner de façon viable sur la 4G.

En conclusion, Omer Telecom partage la préoccupation d'une utilisation optimale du spectre de fréquence et est donc aligné avec une réutilisation notamment de la bande 1,8 GHz au profit des opérateurs existants. **Omer Telecom demande, en contrepartie et afin de réduire le déséquilibre concurrentiel introduit, un mécanisme d'attribution adapté à de nouveaux**

**entrants sur la bande 2,6 GHz, au travers d'un lot dédié lors d'un premier tour d'enchères, ainsi qu'un cap sur les blocs de fréquence alloués aux opérateurs existants 3G sur cette même bande 2,6 GHz.**

12. *Vous paraît-il souhaitable d'ouvrir dans les bandes 800 MHz et 2,6 GHz, la possibilité de cession ou de mise à disposition d'autorisation d'utilisation de fréquences, notamment pour permettre la mutualisation de fréquences entre opérateurs ?*

**Dans le cas de la bande 800MHz, la mise à disposition d'autorisations est un pré requis au modèle de mutualisation proposé par Omer Telecom** et apparait donc comme indispensable à la mise en œuvre des ambitions d'aménagement du territoire et de couverture de la population à Très Haut Débit Mobile.

De même, dans la bande 2,6GHz, et **dans une logique de pouvoir offrir aux utilisateurs des blocs de 10MHz**, voire 20 MHz, le dispositif de mutualisation ou de cession sur un marché secondaire est souhaité par Omer Telecom.

En revanche, dans le cadre de la bande 2,6 GHz, qui doit rester une zone de concurrence ouverte, Omer Telecom demande à ce que ces cessions ou mise à disposition, soit strictement réglementées afin d'éviter une trop forte concentration. La mise en œuvre à minima d'une limite maximale à 30 MHz du nombre de fréquences par titulaire, selon le même critère que pour la procédure d'attribution, est nécessaire pour éviter des concentrations néfastes à la concurrence.

13. *Quels sont, selon vous, les enjeux d'une éventuelle ouverture au marché secondaire des bandes 900 MHz, 1800 MHz et 2,1 GHz ? Dans l'hypothèse où cette possibilité serait ouverte dans les bandes 800 MHz et 2,6 GHz, quels seraient les avantages et les inconvénients d'un élargissement de cette ouverture à ces trois bandes ? Un tel élargissement vous paraît-il souhaitable ? Dans quel calendrier ?*

De manière générale, Omer Telecom considère que cette ouverture *a posteriori* d'un marché secondaire sur les bandes 900 MHz, 1800 MHz et 2,1 GHz serait une modification majeure des conditions liées à l'attribution de la 4eme licence en 3G que nous dénonçons.

Par ailleurs, cette ouverture au marché secondaire, implique un risque encore plus élevé de concentration des acteurs qui pourrait aboutir à une situation d'oligopole.

Omer Telecom ne pourrait être favorable à une telle ouverture uniquement dans la mesure où elle peut favoriser la concurrence et l'introduction de nouveaux entrants : priorité aux nouveaux entrants pour l'acquisition de blocs de fréquence, limitation du spectre accessible par titulaire,...

14. Cette démarche et ce calendrier prévisionnel appellent-ils des commentaires de votre part ?

L'introduction de nouveaux entrants pouvant réellement stimuler la concurrence est liée à l'acquisition de blocs de fréquence dans la bande 2,6 GHz et à une obligation d'itinérance sur la bande 800 MHz.

Afin de satisfaire aux besoins d'aménagement du territoire et de répondre aux objectifs de couvertures, il est donc indispensable à Omer Telecom qu'un positionnement soit pris sur les contraintes d'itinérances sur la bande 800 MHz avant de pouvoir confirmer sa volonté d'acquérir un bloc de fréquences sur la bande 2,6 GHz.

Les mécanismes d'attribution actuellement proposés ne permettent pas d'avoir ce statut sur les contraintes d'itinérances sur la bande 800 MHz, avant de candidater sur la bande 2,6 GHz.

Omer Telecom préconise donc :

- **préférentiellement et comme argumenté préalablement que des contraintes d'itinérances soient imposées sur la bande 800 MHz**
- **à défaut, une inversion du calendrier d'attribution des bandes 2,6 GHz et 800 MHz**

15. Le sujet de la coexistence de part et d'autre de 790 MHz entre service mobile et service de radiodiffusion appelle-t-il des commentaires de votre part ?

Omer Telecom ne souhaite pas faire de commentaire sur ce point.

16. Vous paraît-il nécessaire de rendre obligatoire sur certaines zones le déploiement d'un réseau mutualisé par l'ensemble des opérateurs selon le dispositif présenté ci-dessus ?

Pour les raisons évoquées en réponse à la question 4 :

- optimisation de la couverture : un seul déploiement est dès lors nécessaire pour couvrir l'ensemble de la population, a contrario, dans le contexte

actuel, un déploiement ne permet de couvrir que la partie de la population correspondant aux parts de marché de l'opérateur en déploiement,

- qualité de service maximale fournie aux abonnés : seule la mutualisation des fréquences permet d'atteindre le cap des 20 Mhz correspondant au maximum de débit de la norme LTE pour une canalisation,
- minimisation des besoins en investissement,

Une obligation de mutualisation des fréquences est nécessaire *a minima* sur l'ensemble des zones prioritaires.

Par ailleurs, cette obligation doit aussi être accompagnée de l'obligation d'itinérance pour tout opérateur d'un bloc de plus de 10MHz vis-à-vis des autres titulaires d'une licence 800 MHz ou 2,6 GHz.

17. Avez-vous des commentaires sur les critères de sélection qui pourraient être envisagés pour la procédure d'attribution dans la bande 800 MHz ?

Compte tenu :

- du caractère stratégique en termes de fourniture de services mobiles à très haut débit dans les zones prioritaires,
- des difficultés et freins économiques liés au déploiement dans ces zones,
- de l'impossibilité d'attribuer des bandes spectrales équivalentes à l'ensemble des acteurs tout en préservant la qualité du service aux utilisateurs,

**L'engagement de mutualisation et d'itinérance en bande 800MHz doit être un critère explicite du pré requis auxquels seront soumis les titulaires.**

**Par ailleurs, et dans la logique d'offrir un environnement concurrentiel ouvert, Omer Telecom désire que la valorisation des engagements d'accueil des MVNO soit renforcée.**

18. Avez-vous des commentaires sur les conditions techniques d'utilisation des fréquences FDD de la bande 2,6 GHz ?

Omer Telecom n'a pas de commentaire sur les conditions d'utilisation des fréquences FDD de la bande 2,6 GHz.



19. Avez-vous des commentaires sur les critères de sélection qui pourraient être envisagés pour la procédure d'attribution dans la bande 2,6 GHz ?

Omer Telecom partage les critères de prix et de niveau d'engagement en matière d'accueil des MVNO proposés par l'ARCEP tout en préconisant un renforcement des coefficients multiplicateurs.

**Un dispositif favorisant la possibilité de nouveaux entrants sur la bande 2,6 GHz sous forme d'un lot minimal de 10 MHz (2x5Mhz) dédié lors d'un premier tour d'enchères est en revanche exigée par Omer Telecom afin de pouvoir confirmer sa volonté d'acquisition de blocs de fréquence.**

Un allégement des conditions de couverture sur la bande 2,6 GHz est enfin indispensable afin qu'un nouvel entrant puisse se positionner sur la 4G.

Deux cas de figure doivent être considérés :

- Le titulaire d'une licence 2,6 GHz est également titulaire d'une licence 800 MHz. Auquel cas les obligations de couvertures de la population et du territoire en haut débit seraient déjà prises en compte dans le cadre de la licence 800MHz. Il ne nous apparait donc pas utile d'imposer des conditions supplémentaires liées à la bande 2,6GHz.
- Le titulaire de la licence 2,6 GHz n'est pas titulaire d'une licence 800MHz. Auquel cas, les obligations de couverture en zones difficiles ou prioritaires ne peuvent lui être imposées dans la mesure où ces zones seront couvertes par un déploiement à 800 MHz (avec accord d'itinérance vis-à-vis d'un opérateur 800MHz tiers). Il nous apparait donc pertinent d'imposer alors des obligations de couverture sur le territoire métropolitain, hors zones prioritaires.
- Les obligations de couverture réclamées par Omer Telecom sont décrites dans le tableau ci-dessous :

<i>Date</i>	<i>T0 + 3ans</i>	<i>T0 + 8 ans</i>
<b>Proportion de la population métropolitaine couverte</b>	15%	40-50%

20. *Dans quel calendrier vous paraît-il pertinent que soit lancée une procédure d'attribution d'autorisations d'utilisation de fréquences pour le déploiement de réseaux mobiles dans la partie TDD de la bande 2,6 GHz ? Avez-vous à ce stade des commentaires sur les conditions techniques à appliquer dans la partie TDD de la bande 2,6 GHz, afin notamment de permettre la coexistence avec la partie FDD de la bande ? Une approche tendant à différer, à ce stade, l'attribution de la partie TDD de la bande 2,6 GHz pour mieux la valoriser ultérieurement et à prévoir un nouveau bilan fin 2011 en liaison avec l'aboutissement des travaux sur les nouveaux usages dans d'autres bandes TDD, notamment la bande 2010 – 2025 MHz, vous paraît-elle adaptée ?*

Omer Telecom ne souhaite pas se positionner sur ce point

21. *Les contributeurs sont invités à formuler tout commentaire complémentaire qu'ils jugeraient pertinent*

Le lancement de cette consultation pour l'attribution de la licence 4G est certainement la dernière occasion pour faire entrer de nouveaux acteurs avec des positionnements et des modèles différents

L'enseignement tiré des autres pays ayant lancé la 4G a démontré l'intérêt d'avoir une concurrence plus forte pour l'émergence d'offres plus agressives et l'arrivée de produits et services pertinents pour les marchés résidentiels et entreprises.

Le marché évolue d'une chaîne de valeur où chacun des acteurs avait un positionnement complémentaire vers une toile de valeurs où de très nombreux acteurs venant de tout type de secteurs se positionnent au plus près du client via les terminaux mobiles pour proposer leurs propres services et assurer ainsi la fidélisation de leur clientèle.

Omer Telecom préconise une véritable ouverture à la concurrence avec l'arrivée d'un cinquième opérateur sur les licences 2,6 GHz comme cela a été le cas dans plusieurs pays européens.

Afin d'éviter la création d'un oligopole qui risque de perdurer bien longtemps, nous préconisons une ouverture prioritaire du premier tour des enchères aux nouveaux entrants.